



Cabinet FAC

FIDUCIAIRE D'AUDIT
ET DE CONSEIL

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE
COMPTABLE

INSCRITE AUPRÈS DE L'ORDRE DES
EXPERTS-COMPTABLES DE BORDEAUX

COMMISSAIRE
AUX COMPTES

MEMBRE DE LA COMPAGNIE
RÉGIONALE DE PAU

**S.A. « HYDRO-EXPLOITATIONS »
C/O SOCIÉTÉ OPPORTUNITÉS
9 AVENUE BUGEAUD
75116 PARIS**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2017**

SOMMAIRE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS





Fiduciaire d'audit
et de conseil

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE
COMPTABLE

INSCRITE AUPRÈS DE L'ORDRE DES
EXPERTS COMPTABLES DE BORDEAUX

COMMISSAIRE
AUX COMPTES

MEMBRE DE LA COMPAGNIE
RÉGIONALE DE PAU

S.A. « HYDRO-EXPLOITATIONS »

C/O Société Opportunités
9, Avenue Bugeaud
75116 PARIS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2017

A l'Assemblée générale de la S.A. HYDRO-EXPLOITATIONS,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société « **HYDRO-EXPLOITATIONS S.A.** » relatifs à l'exercice clos le 31/12/2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder une opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

ESPACE ENTREPRISES DU MAKILA

3, Chemin de l'Aviation - B.P. 257 - 64205 Bassussarry
t 05 59 42 59 00 f 05 59 42 39 20 email : fac@facso.com

Société par Actions Simplifiée au capital de 151.500 euros - R.C.S. Bayonne 383 824 240 00022 - Domiciliation Bancaire B.N.P. - Place de la Liberté - Bayonne



Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} Janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Nous avons été conduits à examiner le caractère approprié des principes comptables appliqués, et le cas échéant le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne la valorisation des écarts d'acquisition.

Vérification des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportant pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

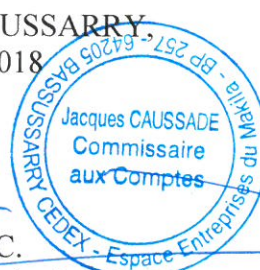
Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Fait à BASSUSSARRY,
Le 22 Mai 2018



Pour la F.A.C.
Le Commissaire aux comptes
Jacques CAUSSADE

Table des matières

1	Bilan consolidé	1
2	Compte de résultat consolidé	2
3	Tableaux de flux de trésorerie	3
4	Variation des capitaux propres – part du groupe et intérêts minoritaires	4
5	Faits majeurs	5
6	Périmètre du groupe	6
6.1	Evolutions du périmètre de consolidation	6
6.1.1	Entrées de périmètre	6
6.1.2	Sorties de périmètre	6
6.2	Liste des sociétés consolidées	6
6.3	Sociétés exclues du périmètre de consolidation	6
7	Référentiel comptable, modalités de consolidation, méthodes et règles d'évaluation	7
7.1	Référentiel comptable	7
7.2	Modalités de consolidation	7
7.2.1	Élimination des opérations intra-groupe	7
7.2.2	Écarts d'acquisition	7
7.2.3	Dates de clôture des exercices des sociétés consolidées	7
7.3	Méthodes et règles d'évaluation	8
7.3.1	Application des méthodes préférentielles	8
7.3.2	Immobilisations incorporelles	8
7.3.3	Immobilisations corporelles	8
7.3.4	Contrats de location financement	9
7.3.5	Immobilisations financières	9
7.3.6	Créances et dettes	9
7.3.7	Trésorerie et valeurs mobilières de placement	9
7.3.8	Subventions d'investissement	10
7.3.9	Impôts sur les bénéfices	10
7.3.10	Provisions pour risques et charges	10
7.3.11	Engagements de retraite et prestations assimilés	10
7.3.12	Distinction entre résultat exceptionnel et résultat courant	11
7.3.13	Résultats par action	11

8	Explication des comptes du bilan et du compte de résultat et de leurs variations	12
8.1	Ecarts d'acquisition	12
8.2	Immobilisations incorporelles	12
8.3	Immobilisations corporelles	13
8.4	Immobilisations financières	13
8.5	Stocks	13
8.6	Créances clients	14
8.6.1	Ventilation par échéance	14
8.6.2	Evolution de la dépréciation des créances clients	14
8.7	Autres créances	15
8.7.1	Ventilation par échéance	15
8.7.2	Evolution de la dépréciation des autres créances	15
8.8	Valeurs mobilières de placement et trésorerie	15
8.9	Capitaux propres	16
8.9.1	Composition du capital social	16
8.9.2	Instruments dilutifs	16
8.10	Provisions pour risques et charges	17
8.11	Impôts différés	17
8.12	Emprunts et dettes financières	18
8.12.1	Nature et échéance des emprunts et dettes financières	18
8.12.2	Variation des emprunts et dettes financières	18
8.13	Dettes fournisseurs	19
8.14	Autres dettes	19
8.15	Engagements hors bilan	20
8.16	Autres produits d'exploitation	21
8.17	Charges de personnel	21
8.18	Dotations aux amortissements et provisions	22
8.19	Résultat financier	22
8.20	Résultat exceptionnel	23
8.21	Impôts sur les bénéfices	23
8.21.1	Analyse de l'impôt sur les sociétés	23
8.21.2	Preuve d'impôt	24
9	Autres informations	25
9.1	Informations sectorielles	25
9.2	Dirigeants	25
9.2.1	Rémunération allouée aux membres des organes d'administration et de direction	25
9.2.2	Engagements en matière de pensions et indemnités assimilés non-inscrits au bilan	25
9.3	Honoraires des commissaires aux comptes	25
9.4	Évènements postérieurs à la clôture	25

1 Bilan consolidé

Actif			
en €	Note n°	31/12/2017	31/12/2016
Ecarts d'acquisition	8.1	1 284 025	1 428 124
Immobilisations incorporelles	8.2	16 794	17 256
Immobilisations corporelles	8.3	4 576 912	4 839 516
Immobilisations financières	8.4	16 153	16 152
Actif immobilisé		5 893 884	6 301 048
Clients et comptes rattachés	8.6	347 318	196 486
Autres créances et comptes de régularisation	8.7	136 144	496 144
Disponibilités	8.8	1 351 461	826 174
Actif circulant		1 834 923	1 518 804
Total de l'actif		7 728 807	7 819 852
Passif			
en €	Note n°	31/12/2017	31/12/2016
Capital	8.9	1 968 000	1 968 000
Primes		1 908 491	1 908 491
Réserves consolidées		-634 242	-456 830
Résultat consolidé		-152 691	-177 413
Capitaux propres (part du groupe)	4	3 089 558	3 242 248
Intérêts minoritaires		0	0
Capitaux propres totaux		3 089 558	3 242 248
Autres fonds propres		722 035	521 702
Provisions pour risques et charges	8.10	148 465	113 890
Impôts différés passif	8.11	93 708	93 126
Provisions pour risques et charges		242 173	207 016
Emprunts et dettes financières	8.12	2 613 256	2 567 314
Fournisseurs et comptes rattachés	8.13	296 548	237 972
Autres dettes et comptes de régularisation	8.14	765 237	1 043 600
Dettes		3 675 041	3 848 886
Total du Passif		7 728 807	7 819 852



2 Compte de résultat consolidé

Compte de résultat consolidé			
en €	Note n°	31/12/2017	31/12/2016
Chiffre d'affaires	9.1	1 961 164	1 850 497
Autres produits d'exploitation	8.16	23 583	51 708
Achats consommés		0	0
Charges externes		-724 565	-767 285
Charges de personnel	8.17	-160 908	-160 539
Impôts et taxes		-135 085	-128 208
Autres charges d'exploitation		-310 014	-303 547
Dotations aux amortissements et aux provisions	8.18	-609 752	-576 821
Résultat d'exploitation		44 423	-34 195
Résultat financier	8.19	-54 637	-81 921
Résultat courant des entreprises intégrées		-10 214	-116 116
Résultat exceptionnel	8.20	2 205	83 223
Impôts sur les résultats	8.21	-583	-421
Résultat net des entreprises intégrées		-8 592	-33 314
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	8.1	-144 099	-144 099
Résultat net de l'ensemble consolidé		-152 691	-177 413
Intérêts minoritaires		0	0
Résultat net (part du groupe)		-152 691	-177 413
Résultat par action		-1,24	-1,44
Résultat dilué par action		-1,24	-1,44

3 Tableaux de flux de trésorerie

Tableau de flux de trésorerie			
en €			
	Note n°	31/12/2017	31/12/2016
OPERATIONS D'EXPLOITATION	RESULTAT NET DES ENTREPRISE INTEGRES		
	Dividendes reçus des sociétés en équivalence	(152 691)	(177 413)
	Dotations aux amortissements et provisions	892 751	824 620
	Reprises des amortissements et provisions	-105 000	-172 301
	Plus et moins values de cession	-833	117
	Impôts différés	583	421
	CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	634 810	475 444
	Ecart de conversion sur la CAF		
VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	Variation des intérêts courus	-1 812	-882
	Variation des créances d'exploitation	206 895	-345 564
	Variation des dettes d'exploitation	84 028	-96 884
	Variation nette exploitation	290 923	-442 448
	Variation des créances hors exploitation	3 103	7 241
	Variation des dettes hors exploitation	-3 922	-48 612
	Charges et produits constatés d'avance	-27 289	555 227
	Variation nette hors exploitation	-28 108	513 856
	VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	261 003	70 526
	FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE (A)	895 813	545 970
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	Décassement sur acquisition d'immobilisations	-346 124	-820 741
	Variation des dettes et créances sur immobilisations	-273 321	273 321
	Encaissement sur cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	833	
	Subventions d'investissement encaissées		
	Décassement sur acquisition immobilisations financières		
	Encaissement sur cession immobilisations financières	-1	1
	Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)	(618 613)	(547 419)
OPERATIONS DE FINANCEMENT	Dividendes versés aux actionnaires de la mère		
	Variation des autres fonds propres	200 333	200 090
	Encaissements provenant d'emprunts	450 000	
	Remboursement d'emprunts	-356 070	-354 295
	Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (C)	294 263	(154 205)
	VARIATION DE TRESORERIE (A)+(B)+(C)	571 463	(155 654)
	Incidences des variations de taux de change		
	TRESORERIE A L'OUVERTURE (3)	31/12/2016 779 998	935 649
	TRESORERIE A LA CLOTURE (3)	31/12/2017 1 351 461	779 998
(*) La trésorerie exprimée ici correspond à sa définition restrictive :			
	+ Liquidités	1 351 461	826 174
	- Découvert		-46 176
	Trésorerie Nette	1 351 461	779 998

4 Variation des capitaux propres – part du groupe et intérêts minoritaires

Tableau de variation des capitaux propres							
en €	Capital social	Primes	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	Total des capitaux propres - part du groupe	Intérêts minoritaires	Total des capitaux propres
Solde au 31/12/2015	1 968 000	1 908 491	-455 301	-1 530	3 419 660	0	3 419 660
Affectation du résultat de l'exercice précédent			-1 530	1 530	0		0
Résultat de l'exercice				-177 413	-177 413	0	-177 413
Dividendes distribués					0		0
Autres					0		0
Solde au 31/12/2016	1 968 000	1 908 491	-456 831	-177 413	3 242 247	0	3 242 247
Affectation du résultat de l'exercice précédent			-177 413	177 413	0		0
Résultat de l'exercice				-152 691	-152 691	0	-152 691
Dividendes distribués					0		0
Autres					0		0
Solde au 31/12/2017	1 968 000	1 908 491	-634 244	-152 691	3 089 556	0	3 089 556

5 Faits majeurs

Les faits majeurs suivant sont à relever sur l'exercice :

Hydro Exploitations :

Le contrat de concession de la centrale de Mondavezan arrive à son terme au 31/12/2019, soit dans 3 ans. Compte tenu des VNC restant à cette date, il a été décidé de pratiquer à compter de l'exercice clos le 31/12/2013 des amortissements de caducité sur les biens de retour non-inscrits au registre.

De même, la centrale de Labastidette arrivait en fin de concession au 31/12/2014. Cependant, la direction de l'entreprise a estimé, après entretien avec la DREAL, que le transfert de la concession ne se fera pas avant l'écoulement d'un délai de 4 ans au-delà de la date de fin de concession. Des amortissements de caducité ont donc également été constatés à compter de l'exercice clos au 31/12/2013 sur les biens de retour non-inscrits, qui ne seront pas totalement amortis.

Un mandat de gestion à titre temporaire a été accordé par la préfecture en date du 07/11/2017. Cet arrêté tient lieu d'occupation temporaire, à titre gratuit, du domaine public de l'Etat. Il est valable pour 2 ans et est reconductible par tacite reconduction.

S.E.G.G :

La concession d'Etat concernant la centrale de Touzac est arrivée à son terme au 31/12/2016.

Conformément à l'ordonnance du 28 avril 2016 un délai glissant de trois ans a été mis en place, afin de maintenir le titre administratif de manière à sécuriser juridiquement l'exploitation de la centrale.

Des amortissements de caducité sont constatés depuis l'arrêté comptable du 31/12/2013 pour les immobilisations identifiées comme des biens de retour non-inscrits au registre et qui ne seront pas totalement amorties au terme du contrat de concession.

Des travaux d'entretien significatifs ont été engagés durant l'exercice sur la centrale de Clairac.

6 Périmètre du groupe

6.1 Evolutions du périmètre de consolidation

6.1.1 Entrées de périmètre

Aucune entrée de périmètre n'a eu lieu au cours de l'exercice écoulé.

6.1.2 Sorties de périmètre

Aucune sortie de périmètre n'a eu lieu au cours de l'exercice écoulé.

6.2 Liste des sociétés consolidées

Les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation sont présentées ci-dessous :

N°	Sociétés et sièges sociaux	N° SIREN	% de contrôle	% d'intérêts	Méthode de consolidation
1	SA HYDRO EXPLOITATION 9, Avenue Bugeaud 75116 PARIS	77555459500089	mère du groupe	N/A	N/A
2	EURL S.E.G.G. 9, Avenue Bugeaud 75116 PARIS	72575038400085	100	100	IG
3	SARL CERBERE 9, Avenue Bugeaud 75116 PARIS	51578056700076	100	100	IG
4	SARL HYDRO ELECTRIQUE DE ST AVENTIN 9, Avenue Bugeaud 75116 PARIS	31236595000053	100	100	IG

6.3 Sociétés exclues du périmètre de consolidation

Néant.

7 Référentiel comptable, modalités de consolidation, méthodes et règles d'évaluation

7.1 Référentiel comptable

Les comptes consolidés du groupe Hydro Exploitations sont établis conformément aux règles et principes comptables en vigueur en France. Les dispositions du règlement n° 99.02 du Comité de Réglementation Comptable, homologué le 22 juin 1999, sont appliquées depuis le 1^{er} janvier 2000 ainsi que celles du règlement CRC 2005-10 du 26/12/2005 qui l'a actualisé.

Les principes et méthodes appliqués par le groupe Hydro Exploitations sont décrites dans les § 7.2 et suivants.

7.2 Modalités de consolidation

7.2.1 Élimination des opérations intra-groupe

Conformément à la réglementation, les transactions entre les sociétés intégrées ainsi que les résultats internes entre ces sociétés ont été éliminées dans les comptes consolidés.

7.2.2 Écarts d'acquisition

Conformément aux dispositions réglementaires, les écarts d'acquisition représentent la différence entre :

- Le coût d'acquisition des titres de participation ;
- La quote-part de l'entreprise acquéreuse dans l'évaluation totale des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition.

Les écarts d'acquisition positifs sont inscrits à l'actif immobilisé et sont amortis sur une durée reflétant, aussi raisonnablement que possible, les hypothèses retenues et les objectifs fixés lors des acquisitions. Cette durée maximale est estimée à 20 ans.

Le détail des écarts d'acquisition se trouve dans la note 8.1.

7.2.3 Dates de clôture des exercices des sociétés consolidées

Les sociétés sont consolidées sur la base de leur bilan arrêté au 31 décembre 2017.

7.3 Méthodes et règles d'évaluation

Les principes et méthodes appliqués par le groupe Hydro Exploitations sont les suivants :

7.3.1 Application des méthodes préférentielles

L'application des méthodes préférentielles du règlement CRC 99-02 est la suivante :

Application des méthodes préférentielles	Oui Non N/A	Note
— Comptabilisation des contrats de location financement	N/A	
— Provisionnement des prestations de retraites et assimilés	Oui	7.3.11
— Étalement des frais d'émission et primes de remboursement des emprunts obligataires sur la durée de vie de l'emprunt	N/A	
— Comptabilisation en résultat des écarts de conversion actif / passif	N/A	
— Comptabilisation des frais d'établissement en charge	Non	
— Activation des frais de développement	N/A	
— Comptabilisation à l'avancement des opérations partiellement achevées à la clôture de l'exercice	N/A	

7.3.2 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur valeur d'acquisition ou de production.

7.3.2.1 Les frais d'établissement

Ils sont constitués essentiellement des frais liés aux augmentations de capital ainsi que des charges supportées lors de l'acquisition de nouvelles filiales.

7.3.3 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur valeur d'acquisition ou de production.

L'amortissement est calculé en fonction de la durée d'utilisation estimée des différentes catégories d'immobilisations. Les principales durées d'utilisation retenues sont les suivantes :

Immobilisations corporelles	Méthode	Durée
<i>Constructions</i>	<i>Linéaire</i>	<i>10 à 35 ans</i>
<i>Agencements des constructions</i>	<i>Linéaire</i>	<i>10 à 30 ans</i>
<i>Installations techniques</i>	<i>Linéaire</i>	<i>4 à 20 ans</i>
<i>Matériel et outillage industriels</i>	<i>Linéaire</i>	<i>4 à 10 ans</i>
<i>Installations générales, agencements et aménagements divers</i>	<i>Linéaire</i>	<i>5 à 14 ans</i>
<i>Terrains et aménagements</i>	<i>Linéaire</i>	<i>50 ans</i>
<i>Matériels de transport</i>	<i>Linéaire</i>	<i>4 à 5 ans</i>

7.3.4 Contrats de location financement

Aucun contrat de location financement n'est significatif au 31 décembre 2017. Pas de retraitement dans les comptes consolidés.

7.3.5 Immobilisations financières

Ce poste est essentiellement constitué de dépôts et cautionnements versés, n'ayant pas lieu d'être dépréciés.

7.3.6 Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation des créances est pratiquée nominativement lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

7.3.7 Trésorerie et valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur coût d'achat ou de souscription, hors frais accessoires.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque le cours de bourse ou la valeur probable de réalisation sont inférieurs à la valeur d'achat.

La trésorerie est composée des éléments suivants : caisses, soldes bancaires disponibles, valeurs mobilières de placement et concours bancaires courants, non assimilés à du financement à court terme.

7.3.8 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissements sont reclassées en comptes de régularisation au passif. Les étalements sont passés en résultat au rythme de l'amortissement des biens subventionnés.

7.3.9 Impôts sur les bénéfiques

Conformément aux prescriptions du CRC n°99-02, le groupe comptabilise des impôts différés en cas :

- de différences temporaires entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs au bilan consolidé ;
- de crédits d'impôts et de reports déficitaires.

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable, en appliquant le dernier taux d'impôt en vigueur pour chaque société.

Le taux d'impôt différé est de 33.33%.

En application du règlement CRC n°99-02, les montants d'impositions différées actives et passives sont compensés pour une même entité fiscale.

7.3.10 Provisions pour risques et charges

Les provisions constatées correspondent essentiellement aux engagements de retraite (voir ci-après).

7.3.11 Engagements de retraite et prestations assimilés

Le montant des droits, qui seraient acquis par les salariés pour le calcul des indemnités de départ à la retraite, est généralement déterminé en fonction de leur ancienneté et en tenant compte de la probabilité de présence dans l'entreprise à l'âge de la retraite.

L'ensemble de ces coûts est provisionné et systématiquement pris en compte dans le résultat sur la durée d'activité des salariés.

Les paramètres de calcul de l'indemnité de départ à la retraite sont les suivants :

- Départ à l'initiative du salarié
- Age de départ : 67 ans
- Turnover annuel : faible
- Table de mortalité : TV 88/90
- Taux d'actualisation : 1.30%
- Taux de progression annuel des salaires : 1.50%
- Convention collective : convention propre à chaque entité

7.3.12 Distinction entre résultat exceptionnel et résultat courant

Le résultat courant est celui provenant des activités dans lesquelles l'entreprise est engagée dans le cadre de ses affaires ainsi que les activités annexes qu'elle assume à titre accessoire ou dans le prolongement de ses activités normales.

Le résultat exceptionnel résulte des événements ou opérations inhabituels distincts de l'activité et qui ne sont pas censés se reproduire de manière fréquente et régulière.

7.3.13 Résultats par action

Le résultat par action correspond au résultat net consolidé (part du groupe) se rapportant au nombre moyen pondéré d'actions de la société mère, en circulation au cours de l'exercice (à l'exclusion des actions propres déduites des capitaux propres).

Aucun instrument dilutif n'ayant été émis, le résultat dilué par action correspond au résultat par action.

8 Explication des comptes du bilan et du compte de résultat et de leurs variations

8.1 Ecarts d'acquisition

Ecarts d'acquisitions						
en €		31/12/2016	Augmentation	Diminution	31/12/2017	
Valeurs brut	CERBERE	239 700				239 700
	SAINT AVENTIN	2 642 285				2 642 285
	Total Ecarts d'acquisition Bruts	2 881 985				2 881 985
Amortissement	CERBERE	143 730	11 985			155 715
	SAINT AVENTIN	1 310 132	132 114			1 442 246
	Total Amortissements et dépréciations	1 453 862	144 099			1 597 961
Valeurs nets	CERBERE	95 970	-11 985			83 985
	SAINT AVENTIN	1 332 154	-132 114			1 200 040
	Total Ecarts d'acquisition Nets	1 428 124	-144 099			1 284 025

8.2 Immobilisations incorporelles

Immobilisations incorporelles							
en €		31/12/2016	Mouvement de périmètre	Augmentation	Diminution	Autres mouvements	31/12/2017
Valeurs brutes	Frais de recherche et développement						
	Concessions, brevets, marques	399 122		1 031			400 153
	Fonds de commerce						
	Autres immobilisations incorporelles						
	Total brut	399 122		1 031			400 153
Amort. & dépréciations	Frais de recherche et développement						
	Concessions, brevets, marques	381 866		1 493			383 359
	Fonds de commerce						
	Autres immobilisations incorporelles						
	Total amort et dépréciations	381 866		1 493			383 359
Valeurs nettes	Frais de recherche et développement						
	Concessions, brevets, marques	17 256		-462			16 794
	Fonds de commerce						
	Autres immobilisations incorporelles						
	Total net	17 256		-462			16 794

8.3 Immobilisations corporelles

Immobilisations corporelles							
en €	31/12/2016	Mouvement de périmètre	Augmentation	Diminution	Autres mouvements	31/12/2017	
Valeurs brutes	Terrains	103 763		39 630		-113	143 280
	Constructions	3 520 467		46 137		678 163	4 244 767
	Installations techniques, matériel et outillage	6 941 762		204 153	90 803		7 055 112
	Autres immobilisations corporelles	193 207		47 152	41 108		199 251
	Immobilisations corporelles en cours	688 835		8 021		-678 163	18 693
Total brut	11 448 034		345 093	131 911	-113	11 661 103	
Amort. & Dépréciations	Terrains	8 802		5 209			14 011
	Constructions	2 267 352		165 692			2 433 044
	Installations techniques, matériel et outillage	4 160 318		428 037	90 803		4 497 552
	Autres immobilisations corporelles	172 046		8 646	41 108		139 584
	Immobilisations corporelles en cours						
Total amort et dépréciations	6 608 518		607 584	131 911		7 084 191	
Valeurs nettes	Terrains	94 961		34 421		-113	129 269
	Constructions	1 253 115		-119 555		678 163	1 811 723
	Installations techniques, matériel et outillage	2 781 444		-223 884			2 557 560
	Autres immobilisations corporelles	21 161		38 506			59 667
	Immobilisations corporelles en cours	688 835		8 021		-678 163	18 693
Total net	4 839 516		-262 491		-113	4 576 912	

Les immobilisations en cours ont varié de 678 K€, correspondant principalement à la mise en service en 2017 des travaux de mise en conformité pour continuité écologique de la centrale de Campagne sur Aude.

8.4 Immobilisations financières

Immobilisations financières						
en €	31/12/2016	Mouvement de périmètre	Augmentation	Diminution	Autres mouvements	31/12/2017
Valeurs brutes	Titres de participations					
	Autres immobilisations financières	16 152				16 152
	Total brut	16 151				16 152
Valeurs nettes	Titres de participations					
	Autres immobilisations financières					
Valeurs nettes	Titres de participations					
	Autres immobilisations financières	16 152				16 152
	Total net	16 151				16 152

8.5 Stocks

Le groupe n'a pas de stock au 31 décembre 2017.

8.6 Créances clients

8.6.1 Ventilation par échéance

Échéances créances clients et comptes rattachés				
en €	31/12/2017	Échéances		31/12/2016
		- 1 an	+ 1 an	
Créances clients et comptes rattachés	347 318	347 318		196 486
Dépréciations créances clients				
Créances clients et comptes rattachés nettes	347 318	347 318		196 486

8.6.2 Evolution de la dépréciation des créances clients

Dépréciation des comptes clients					
en €	31/12/2016	Mouvements de périmètre	Dotations	Reprises	31/12/2017
Clients					

8.7 Autres créances

8.7.1 Ventilation par échéance

Échéances des autres créances						
en €	Valeur Brute	Échéances		Dépréciation	Valeur Nette	Valeur nette N-1
		- 1 an	+ 1 an			
Avances et acomptes sur commandes	216	216			216	
Autres créances	133 149	133 149			133 149	494 082
Charges constatées d'avance	2 779	2 779			2 779	2 062
Total Autres créances	136 144	136 144			136 144	496 144

Les autres créances correspondent principalement aux produits à recevoir sur la TVA et sur le plafonnement de CET ainsi que des subventions à recevoir.

8.7.2 Evolution de la dépréciation des autres créances

Le groupe n'a pas d'autres créances dépréciées au 31 décembre 2017.

8.8 Valeurs mobilières de placement et trésorerie

Trésorerie				
en €	Valeur Brute	Dépréciation	31/12/2017	31/12/2016
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	1 351 461		1 351 461	826 174
Total	1 351 461		1 351 461	826 174



8.9 Capitaux propres

8.9.1 Composition du capital social

Au 31 décembre 2017, le capital social se compose de 123 000 parts sociales d'une valeur nominale de 16 €.

8.9.2 Instruments dilutifs

Il n'y a pas d'instruments dilutifs au 31 décembre 2017.

8.10 Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges se décomposent de la manière suivante :

Provisions pour risques & charges					
en €	31/12/2016	Variation de périmètre	Dotations	Reprises	31/12/2017
Provisions pour indemnités de départ à la retraite	4 990		675		5 665
Provisions pour grandes révisions	103 700		138 900	103 700	138 900
Provisions pour impôts	5 200			1 300	3 900
Provisions impôts différés passif	93 126		582		93 708
Total	207 016		140 157	105 000	242 173

8.11 Impôts différés

La prise en compte, au 31/12/2017, d'imposition différée dans les comptes consolidés a eu, poste par poste, les incidences suivantes :

Impôts différés			
en €	31/12/2017	31/12/2016	Variation
Impôts différés actif	0	0	0
Impôts différés passif	-93 708	-93 126	-582
Impôts différés (position "nette")	-93 708	-93 126	-582
Impact sur les réserves consolidées	-93 126	-92 705	-421
Impact sur le résultat consolidé	-583	-421	-162
Mouvements de périmètre			0
Impact sur les capitaux propres consolidés	-93 709	-93 126	-583

8.12 Emprunts et dettes financières

8.12.1 Nature et échéance des emprunts et dettes financières

Les dettes financières peuvent être ventilées par échéance de la manière suivante :

Echéancier des emprunts					
en €	31/12/2016	31/12/2017	< 1 an	1-5 ans	> 5 ans
Emprunts obligataires convertibles					
Autres emprunts obligataires					
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 515 666	2 609 596	402 500	832 445	1 374 651
Emprunts issus de location-financement					
Total emprunts auprès des établissements et location financement	2 515 666	2 609 596	402 500	832 445	1 374 651
Dettes participation salariés					
Dettes financières diverses					
Total emprunts et dettes financières diverses					
Concours bancaires courants	46 176				
Intérêts courus	5 472	3 660	3 660		
Total concours bancaires courants et intérêts courus	51 648	3 660	3 660		
Total emprunts et dettes financières	2 567 314	2 613 256	406 160	832 445	1 374 651

8.12.2 Variation des emprunts et dettes financières

Variation des emprunts					
en €	31/12/2016	Mouvement de périmètre	Augmentation	Diminution	31/12/2017
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 515 666		450 000	356 070	2 609 596
Emprunts issus de location-financement					
Total emprunts auprès des établissements et location financement	2 515 666		450 000	356 070	2 609 596
Dettes participation salariés					
Dettes financières diverses					
Total emprunts et dettes financières diverses					
Concours bancaires courants	46 176			46 176	
Intérêts courus	5 472			1 812	3 660
Total concours bancaires courants et intérêts courus	51 648			47 988	3 660
Total	2 567 314		450 000	404 058	2 613 256

8.13 Dettes fournisseurs

Echéancier des dettes fournisseurs et comptes rattachés					
en €	31/12/2016	31/12/2017	< 1 an	1-5 ans	> 5 ans
Fournisseurs	237 972	296 548	296 548	0	0

8.14 Autres dettes

Echéancier des autres dettes					
en €	31/12/2016	31/12/2017	< 1 an	1-5 ans	> 5 ans
Remises rabais et ristournes	0	29 415	29 415	0	0
Dettes fiscales et sociales	35 608	31 645	31 645	0	0
Fournisseurs d'immobilisation	273 321	0	0	0	0
Comptes-courants créditeurs et dettes diverses	3 922	0	0	0	0
Produits constatés d'avance	730 749	704 177	704 177	0	0
Total	1 043 600	765 237	765 237	0	0

Au 31/12/2016, 570 K€ de subvention ont été comptabilisés, représentant 60% des travaux engagés sur une base de 950 K€.

Au 31/12/2017, une subvention à recevoir à hauteur de 10 K€ a été provisionné concernant les travaux de la passe canoë.

Les travaux étant terminés courant 2017, les immobilisations correspondantes ont été mises en services, et les subventions ont été amorties en 2017.

La subvention d'investissement relative à la mise en place d'une passe à poisson est en cours d'amortissement pour un montant de 130 K€.

8.15 Engagements hors bilan

SEGG

Engagements hors bilan		
en €	31/12/2017	31/12/2016
Engagements donnés		
Nantissements	507 111	524 600
Cautionnements		97 354
Engagements reçus		
Cautionnements	206 459	

S.A. Hydro Exploitation

Engagements hors bilan		
en €	31/12/2017	31/12/2016
Engagements donnés		
Nantissements	1 133 797	870 537
Cautionnements		
Engagements reçus		
Cautionnements		

Hydro-Electrique de St Aventin C/O

Engagements hors bilan		
en €	31/12/2017	31/12/2016
Engagements donnés		
Nantissements	258 677	589 149
Cautionnements		
Engagements reçus		
Caution solidaire Hydro Exploitations	295 347	

8.16 Autres produits d'exploitation

Le montant des autres produits d'exploitation peut être détaillé de la manière suivante :

Autres produits d'exploitation		
en €	31/12/2017	31/12/2016
Reprises amortissements et provisions d'exploitation	1 300	0
Subventions d'exploitation	7 134	3 385
Autres produits d'exploitation	14 563	29 872
Transferts de charges d'exploitation	586	18 451
Total	23 583	51 708

8.17 Charges de personnel

Charges de personnel		
en €	31/12/2017	31/12/2016
Rémunération de personnel	116 376	115 748
Charges sociales	44 532	44 791
Participation des salariés	0	0
Total	160 908	160 539

L'effectif moyen employé par les entreprises intégrées globalement se décompose comme suit:

Personnel salarié		
	31/12/2017	31/12/2016
Cadres et équivalents	2	2
Agents de maîtrise		
Employés	3	3
Ouvriers et apprentis		
Total	5	5

8.18 Dotations aux amortissements et provisions

Le montant des dotations aux amortissements et aux provisions figurant en résultat d'exploitation peut être détaillé de la manière suivante :

Dotation aux amortissements, dépréciations et provisions		
en €	31/12/2017	31/12/2016
Dotations aux amortissements d'exploitation et charges à répartir	609 077	570 345
Dotations aux provisions d'exploitation	675	6 476
Total	609 752	576 821

8.19 Résultat financier

Le résultat financier se décompose comme suit :

Résultat financier		
en €	31/12/2017	31/12/2016
Produits financiers		
Autres produits financiers	1 291	1 981
Total Produits financiers	1 291	1 981
Charges financières		
Intérêts et charges assimilées	55 928	83 902
Total Charges financières	55 928	83 902
Résultat financier	-54 637	-81 921

8.20 Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel se compose de la manière suivante :

Résultat exceptionnel		
en €	31/12/2017	31/12/2016
Produits exceptionnels		
Produits de cession d'éléments d'actifs corporels	833	
Autres produits exceptionnels	36 572	14 740
Reprises de provisions exceptionnelles	103 700	172 301
Transferts de charges exceptionnelles		
Total Produits exceptionnels	141 105	187 041
Charges exceptionnelles		
VCN des immobilisations corporelles cédées		117
Autres charges exceptionnelles		1
Dotations exceptionnelles aux amortissements et aux provisions	138 900	103 700
Total Charges exceptionnelles	138 900	103 818
Résultat exceptionnel	2 205	83 223

Le résultat exceptionnel est essentiellement impacté par les dotations et reprises aux provisions pour gros entretiens à engager sur les installations techniques.

8.21 Impôts sur les bénéfiques

8.21.1 Analyse de l'impôt sur les sociétés

L'impôt sur les sociétés s'analyse de la façon suivante :

Détail de l'IS		
en €	31/12/2017	31/12/2016
Impôt exigible	0	0
Charges (produits) d'impôts différés	583	421
Impôts sur les résultats	583	421

8.21.2 Preuve d'impôt

Le rapprochement entre l'impôt sur les sociétés figurant au compte de résultat et l'impôt théorique qui serait supporté sur la base du taux en vigueur en France s'analyse comme suit :

Rationalisation de l'impôt		31/12/2017
Résultat net des sociétés intégrées en K€		-9
- Impôts sociaux		0
- Impôts différés latents		-1
= Charges d'impôts sur les résultats consolidés		-1
Résultat avant impôts		-8
- Impôts théoriques au taux de 33,33 %		3
= Différence d'impôts		-3

Analyse de cette différence d'impôt en K€	Charges	Produits
Différences permanentes sociales	3	
Différences permanentes consolidation		
Utilisation déficits non activés précédemment		
ID non activés s/déficits de l'exercice		
ID activés s/déficits (non activés précédemment)		
Différence de taux d'impôt social		
Différence de taux d'impôt différé		
Impact de changement de taux d'ID		
Total	3	0
Différence nette	3	

9 Autres informations

9.1 Informations sectorielles

La répartition du chiffre d'affaires par sites est la suivante :

	2017	2016
en €		
Campagne	123 098	131 425
Mondavezan	281 121	280 320
Labastidette	363 808	367 896
Saint Aventin	255 111	211 269
Cerbère	135 705	134 625
Clairac	406 285	394 518
Touzac	396 036	330 444
Total brut	1 961 164	1 850 497

9.2 Dirigeants

9.2.1 Rémunération allouée aux membres des organes d'administration et de direction

Les rémunérations allouées aux membres des organes d'administration et de direction s'élèvent au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2017 à : 57 072 €.

9.2.2 Engagements en matière de pensions et indemnités assimilés non-inscrits au bilan

Néant.

9.3 Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires au titre des missions de commissariat aux comptes du groupe s'élèvent à : 7 400 € HT au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2017.

9.4 Évènements postérieurs à la clôture

Aucun événement significatif n'est intervenu postérieurement à la clôture des comptes.